



RENDU EXECUTOIRE LE

**- 1 DEC. 2022**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 14/11/2022

Reçu en préfecture le 14/11/2022

Publié le

**SLO**

ID : 086-228600011-20221114-22\_A\_SE\_0318-AR

**ARRETE N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0318**

**du 14 NOV. 2022**

*DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX*

fixant des dotations complémentaires 2022 au titre des surcoûts énergétiques et de la dotation complémentaire pour les interventions réalisées par la Mutualité Française Vienne

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'article 44 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 créant à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 une dotation complémentaire à destination des services d'aide et d'accompagnement à domicile, prévue au 3° du I de l'article L.314-2-1 du CASF ;

VU le décret n° 2022-735 du 28 avril 2022 prévoyant le montant du concours attribué aux départements correspondant au montant de référence de la dotation complémentaire fixée à 3 €/heure, multiplié par le volume horaire des prestations fournies au titre de l'APA et la PCH et sous couvert d'un CPOM ;

VU la délibération du 23 septembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne relative aux mesures exceptionnelles pour faire face à l'inflation dans les établissements et services autorisés par le Département, secteurs personnes, personnes handicapées et de l'enfance ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 28 septembre 2018 et ses avenants s'y afférents, entre le Département de la Vienne et la Mutualité Française Vienne ;

CONSIDERANT la volonté du Département de la Vienne d'apporter son soutien pour les 4 derniers mois de l'année 2022 aux Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile accompagnant des personnes âgées et handicapées et au titre de l'APA et la PCH, qui doivent faire face à l'inflation des coûts énergétiques des matières premières ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

## **ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Au titre de la mesure exceptionnelle relative à l'inflation et au titre de l'APA et la PCH, une dotation complémentaire et exceptionnelle 2022, est allouée à la Mutualité Française Vienne pour un montant de 2 044 €.

**ARTICLE 2 :** Au titre de la dotation complémentaire, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2022 au 31 décembre 2022, la dotation est calculée selon les activités prévisionnelles 2022 sur 4 mois pour l'APA (9 833 heures) et la PCH (950 heures) multiplié, à titre exceptionnel, par 3 €/heure, soit 32 350 € pour 10 783 heures. Cette dotation sera versée en deux mensualités :

- Fin 2022, à hauteur de 70 %, soit 22 645 €
- Le solde sera régularisé en 2023 dès réception des crédits versés par la CNSA au vu des heures réalisées sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2022 au 31 décembre 2022.

**ARTICLE 3 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [laviennne86.fr](http://laviennne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [laviennne86.fr](http://laviennne86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **14 NOV. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON